ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale le 18 janvier 1950 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "maintenant, après la remise de l'armée sur pied de paix, à certaines catégories de militaires, les avantages dont ils bénéficiaient en temps de guerre", a donné en sa séance du 1er février 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 18de Januari 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "waarbij, na het terugbrengen van het leger op vredesvoet, aan zekere categorieën militairen de voordelen behouden worden waarvan zij in oorlogstijd genoten", heeft ter zitting van 1 Februari 1950 het volgend advies gegeven :

I.

L'article ler du projet devant recevoir application aussi bien en ce qui concerne les officiers de la Force aérienne que les officiers de l'armée, il y a lieu de viser dans le préambule la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la Force aérienne.

II.

L'article ler du projet ne s'applique qu'aux officiers de réserve "non-agents de l'Etat". Le Conseil d'Etat est d'avis que le projet devrait préciser cette notion et indiquer, éventuellement, s'il se réfère à l'article 51,B,du règlement relatif aux traitements, soldes et indemnités diverses ainsi qu'aux droits du personnel de l'armée et de la gendarmerie aux allocations et prestations en deniers et en nature, approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931.

III.

L'article 4 a pour objet de modifier le même règlement. Il règle une tout autre matière que les autres dispositions du projet. De plus, cet article a une portée définitive, alors que le reste du projet, comme l'indique l'intitulé, a une portée transitoire.

Le Conseil d'Etat propose de faire de cette disposition un arrêté distinct, étendant la modification de terminologie aux autres articles du même règlement.

IV.

Le règlement approuvé par l'arrêté du 25 juin 1931 a subi depuis cette date de multiples modifications dont certaines n'ont pas été publiées; le Conseil d'Etat est d'avis qu'il serait souhaitable d'établir une coordination de tous les textes existant à ce jour.

Le projet appelle, en outre, des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après:

ARRETE DU REGENT MAINTENANT, APRES LA REMISE DE L'ARMEE SUR PIED DE PAIX, A CERTAINES CATEGORIES DE MILITAIRES, CERTAINS AVANTAGES DONT ILS BENEFICIAIENT EN TEMPS DE GUERRE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66 et 67 de la Constitution;

Vu la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, notamment les articles 4 et 5;

Vu la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers à la force aérienne, notamment l'article 27;

Vu la loi du 1er juin 1949, maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, notamment l'article 18, C, 1°;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 1939, coordonnant la loi du 4 août 1930, relative aux allocations familiales pour travailleurs salariés et les arrêtés royaux pris en vertu d'une délégation législative ultérieure, modifié par l'arrêté du Régent du 29 décembre 1944 et par les arrêtés-lois des 22 et 23 novembre 1945, des 21, 22 août et 18 novembre 1946 et 28 février 1947;

Vu le règlement relatif aux traitements, soldes et indemnités diverses ainsi qu'aux droits du personnel de l'armée et de la gendarmerie aux allocations et

../...

prestations en derniers et en nature approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931, modifié notamment par l'arrêté du Régent du 8 mai 1945 ;

Vu l'arrêté du Régent du 3 juillet 1946 fixant les rémunérations des officiers et militaires appointés de rang subalterne de l'armée et de la gendarmerie, notamment les articles 8 et 10 ;

Vu l'arrêté du Régent du 1er juin 1949 remettant l'armée sur pied de paix ;

Considérant que, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, certaines situations ne peuvent être ramenées que progressivement au régime du temps de paix; qu'il en est ainsi notamment pour les bénéficiaires des arrêtés du Régent des 19 juin 1945, 8 janvier 1946 et 6 juin 1946 ;

Vu l'accord du Ministre de l'Administration générale et des Pensions, donné les 2 juillet et 5 août 1949 ;

Vu l'accord du Comité du Budget, donné le 6 octobre 1949 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition du Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, les officiers de réserve qui n'ont pas la qualité d'agent de l'Etat au sens de ..... (voir observation II de l'avis du Conseil d'Etat) ..... et qui sont maintenus en activité après le 15 juin 1949, par application de l'article 18, C, 1°, de la loi du 1er

.../...

juin 1949, continuent à bénéficier du traitement et de toutes les allocations dues aux officiers de leur grade, y compris les allocations familiales et de naissance.

Ces traitements et allocations leur sont payés mensuellement par anticipation ; le mois de la démobilisation est dû en entier.

Article 2.-

Les soldes et suppléments de solde prévus à l'article 285 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du Régent du 8 mai 1945, sont maintenus, pour la période du 15 juin 1949 au 31 octobre 1949 :

1° aux militaires, volontaires pour la durée de la guerre ;

2° aux militaires du service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs et d'obstacles ;

3° aux militaires incorporés dans les forces belges de Grande-Bretagne ;

4° aux militaires rappelés sous les armes à partir du 1er septembre 1944.

Article 3.-

Les indemnités de marche et pour logement hors garnison prévues à l'article 289, B, 3°, et C, 3°, du même règlement, tel qu'il a été modifié par l'arrêté du Régent du 8 mai 1945, sont maintenues:

1° pendant une période maximum de trois mois prenant cours le 15 juin 1949, aux militaires appointés mariés et assimilés qui en bénéficiaient le 14 juin 1949 et pour autant que les intéressés continuent à être en service en dehors de leur

.../...

résidence effective et se trouvent dans l'impossibilité de rentrer journellement à leur domicile ;

2° pendant une période maximum de trois mois prenant cours au jour de la mutation, aux militaires appointés mariés et assimilés qui rentrent définitivement d'Allemagne occupée ou qui changent de garnison, par ordre, pour autant que les intéressé se trouvent dans l'impossibilité de rentrer journellement à leur domicile.

Dans des cas exceptionnels et particulièrement dignes d'intérêt, qui sont déterminés par le Ministre de la Défense nationale, le paiement de ces indemnités pourra être renouvelé une seule fois pour une période maximum de trois mois.

Article 4.-

Le présent arrêté sort ses effets le 15 juin 1949.

Article 5.-

Le Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le .

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Premier Ministre,

Le Ministre des Finances,

I.

Daar artikel 1 van het ontwerp zowel op de officieren van de Luchtmacht als op de officieren van het leger zal moeten toegepast worden, dient men in de inleiding de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de Luchtmacht te vermelden.

II.

Artikel 1 van het ontwerp is alleen van toepassing op de reserveofficieren "die geen staatsagent zijn". De Raad van State is van advies dat men dat begrip in het ontwerp nader zou moeten omschrijven en eventueel zeggen of het steunt op artikel 51,B,van het reglement over de wedden, soldijen en allerlei vergoedingen, alsmede over de rechten van het leger- en gendarmerie personeel op toekenningen en verstrekkingen in geld en in natura goedgekeurd bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931.

III.

Artikel 4 strekt er toe hetzelfde reglement te wijzigen. Het regelt een geheel andere aangelegenheid dan de andere bepalingen van het ontwerp. Bovendien heeft dat artikel een definitief karakter, terwijl de rest van het ontwerp, zoals uit de titel blijkt, uit overgangsbepalingen bestaat.

De Raad van State stelt voor van die bepaling een afzonderlijk besluit te maken, waarbij de wijziging in terminologie ook op de andere artikelen van hetzelfde reglement van toepassing wordt verklaard.

.../..

IV.

In het reglement dat bij besluit van 25 Juni 1931 is goedgekeurd, werden sindsdien veelvuldige wijzigingen aangebracht waarvan sommige niet zijn bekendgemaakt : de Raad van State is van advies dat een coördinatie van alle totnogtoe bestaande teksten gewenst is.

*
* *

Verder geeft het ontwerp aanleiding tot opmerkingen in verband met de vorm, die men in de hiernavolgende tekst voor ogen heeft gehouden :

BESLUIT VAN DE REGENT WAARBIJ, NA HET TERUGBRENGEN VAN HET LEGER OP VREDESVOET, VOOR SOMMIGE CATEGORIEEN VAN MILITAIREN BEPAALDE VOORDELEN DIE ZIJ IN OORLOGSTIJD GENOTEN IN STAND GEHOUDEN WORDEN.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 66 en 67 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren, namelijk op de artikelen 4 en 5 ;

Gelet op de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de Luchtmacht, namelijk op artikel 27 ;

Gelet op de wet van 1 Juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, namelijk op artikel 18, C, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 December 1939 tot samenvatting van de wet van 4 Augustus 1930 betreffende de kindertoeslagen voor de loonarbeiders, en de koninklijke besluiten krachtens een latere wetgevende delegatie genomen, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 29 December 1944 en bij de besluitwetten van 22 en 23 November 1945, van 21, 22 Augustus en 18 November 1946 en 28 Februari 1947;

Gelet op het reglement over de wedden, soldijen en allerlei vergoedingen, alsmede over de rechten van het leger- en gendarmeriepersoneel op toekenningen en verstrekkingen in geld en in natura, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931, gewijzigd onder meer bij het besluit van de Regent van 8 Mei 1945;

Gelet op het besluit van de Regent van 8 Juli 1946 tot vaststelling van de bezoldiging der officieren en der weddetrekkende militairen van lagere rang van leger en rijkswacht, namelijk op de artikelen 8 en 10;

Gelet op het besluit van de Regent van 1 Juni 1949 waarbij het leger op vredesvoet wordt teruggebracht;

Overwegende dat, niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet, sommige toestanden slechts geleidelijk tot het stelsel van vredestijd kunnen teruggebracht worden; dat dit onder meer het geval is voor degenen die in aanmerking komen voor de besluiten van de Regent van 19 Juni 1945, 8 Januari 1946 en 6 Juni 1946;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Algemeen Bestuur en de Pensioenen, gegeven de 2de Juli en de 5de Augustus 1949;

Gelet op het akkoord van het Begrotingscomité, gegeven de 6de October 1949;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Niettegenstaande het leger terug op vredesvoet is gebracht, behouden de reserveofficieren die geen Rijksbeambte zijn in de betekenis van ..... (zie opmerking II van het advies van de Raad van State) ..... en die, bij toepassing van artikel 18, C, 1°, van de wet van 1 Juni 1949, na 15 Juni 1949 in actieve dienst worden gehouden, de wedde en alle toelagen welke de officieren van hun rang toekomen, met inbegrip van de kinderbijslag en de geboortevergoeding.

Die wedden en toelagen worden hun maandelijks vooruit betaald ; de maand van hun demobilisatie is volledig verschuldigd.

Artikel 2.-

De soldijen en bijsoldijen, bepaald bij artikel 285 van het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 goedgekeurd reglement, zoals het bij besluit van de Regent van 8 Mei 1945 werd gewijzigd, worden voor de periode van 15 Juni 1949 tot 31 October 1949 in stand gehouden :

1° voor de militairen, vrijwilligers voor de duur van de oorlog ;

2° voor de militairen van de dienst voor opruiming en vernietiging van ontploffingstuigen en hindernissen ;

3° voor de militairen ingelijfd bij de Belgische krijgsmacht in Groot-Brittanië ;

4° voor de sedert 1 September 1944 onder de wapens heropgeroepen militairen.

.../...

Artikel 3.-

De marsvergoeding en de vergoeding voor huisvesting, bepaald bij artikel 289,B, 3°,en C, 3°, van hetzelfde reglement, zoals het werd gewijzigd bij besluit van de Regent van 8 Mei 1945 , worden in stand gehouden :

1° gedurende een maximumperiode van drie maanden, ingaande op 15 Juni 1949, voor de gehuwde en gelijkgestelde weddetrekkende militairen die er op 14 Juni 1949 voor in aanmerking kwamen,en voor zover de belanghebbenden verder in dienst blijven buiten hun werkelijke verblijfplaats en in de onmogelijkheid verkeren dagelijks naar hun woonplaats terug te keren ;

2° gedurende een maximumperiode van drie maanden, ingaande op de dag der mutatie, voor de gehuwde en gelijkgestelde weddetrekkende militairen die definitief uit bezet Duitsland terugkeren of die,ingevolge een bevel,van garnizoen veranderen, voor zover de belanghebbenden in de onmogelijkheid verkeren dagelijks naar hun woonplaats terug te keren.

In de door de Minister van Landsverdediging te bepalen uitzonderlijke en bijzonder belangwekkende gevallen zal de betaling van deze vergoedingen éénmaal, voor een maximumperiode van drie maanden, kunnen hernieuwd worden.

Artikel 4.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 Juni 1949.

Artikel 5.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de .

VANWEGE DE REGENT :
De Minister van Landsverdediging,

De Eerste-Minister,

De Minister van Financiën,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J.SUETENS, président du Conseil d'Etat, président,
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

V.DEVAUX, conseillers d'Etat,
M.SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

H.PIERLOT, assesseurs de la section de législation,
E.VAN DIEVOET, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le février 1950.

De Februari 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K.MEES.